

Questions orales

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, à propos de «pièces disparates», je félicite le très honorable chef de l'opposition de s'être nommé lui-même porte-parole de son parti pour les affaires extérieures et la politique étrangère.

La ministre du Commerce extérieur a eu hier des entretiens avec ses homologues des provinces. Elle les tient au courant des négociations.

Comme le très honorable chef de l'opposition le sait, cette initiative est entièrement nouvelle et représente même un changement institutionnel majeur, car la coutume, du temps où il s'occupait des négociations du commerce international, était de tenir les provinces à l'écart.

Le gouvernement actuel ne les tient pas à l'écart.

M. le Président: Je donne la parole au député d'Oshawa dans un instant.

* * *

[Français]

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DE M. ALEXANDRE SAMBAT, MINISTRE DE L'ÉDUCATION DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE

M. le Président: Permettez-moi d'attirer l'attention des députés sur la présence à la tribune aujourd'hui de M. Alexandre Sambat, ministre de l'Éducation de la République gabonaise.

● (1150)

[Traduction]

PRÉSENCE À LA TRIBUNE D'UNE DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE L'AUSTRALIE

M. le Président: Je m'empresse également de signaler à l'attention des députés la présence à la tribune d'une délégation parlementaire de la Chambre des représentants de l'Australie sous la direction de M. Barry Cunningham.

Des voix: Bravo!

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LA PORTÉE DES DISCUSSIONS SUR LES INVESTISSEMENTS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je voudrais revenir à cette intéressante série de réponses que nous venons d'obtenir du ministre.

Hier, le premier ministre a contredit Simon Reisman et si j'ai bien compris le ministre aujourd'hui, il vient de contredire le premier ministre. Il vient de reconnaître, à propos des investissements non liés au commerce, que le Cabinet a appris que

les Américains veulent en parler et que le gouvernement du Canada attend d'obtenir des précisions à ce sujet.

Le premier ministre a déclaré hier, en réponse à une question, que tel n'était pas le cas. Il a dit «Il s'agit maintenant d'ouvrir la porte toute grande aux investissements commerciaux, ce qui a toujours été le cas.»

D'après le premier ministre, les discussions portent uniquement sur les investissements liés au commerce. D'après ce que le ministre a dit aujourd'hui, la portée des discussions est élargie. Qui dit vrai à la Chambre des communes?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, on s'efforce d'induire en erreur la Chambre des communes en voulant faire croire qu'il y a une différence entre ce que le premier ministre a dit et ce que j'ai dit moi-même. Je ne m'attarderai pas là-dessus; le chef du Nouveau parti démocratique sait lire. Il peut consulter le hansom d'hier . . .

M. Broadbent: Je viens de le faire.

M. Clark (Yellowhead): . . . et le hansom d'aujourd'hui où sont consignés mes propos.

Voici la situation. Des mesures relatives aux investissements liés au commerce sont actuellement en discussion. Le négociateur a été chargé d'en discuter. Les États-Unis ont laissé entendre verbalement, comme je l'ai répété quatre ou cinq fois à la Chambre aujourd'hui, que nous pourrions peut-être examiner d'autres choses. Elles n'ont pas encore été mises en discussion, elles ne le seront peut-être jamais. Le Cabinet n'a pas encore reçu une indication officielle et précise de ce qui intéresse les Américains. Dès que nous recevrons une proposition, nous l'examinerons et nous verrons s'il y a lieu d'en saisir le négociateur et, si elle n'est pas dans l'intérêt du Canada, nous la rejetterons.

Puis, quand ce processus sera terminé, nous dirons au négociateur quel est son mandat durant les négociations. Telle est la situation. Je l'ai exposée trois ou quatre fois aujourd'hui. Pour ceux qui veulent bien comprendre, la situation est bien claire.

LA COMMUNICATION ORALE DU NÉGOCIATEUR AMÉRICAIN

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je voudrais poser une question qui sera peut-être la dernière là-dessus aujourd'hui. Au sujet de cette communication orale, le ministre pourrait-il nous dire si le Cabinet et le premier ministre en ont été informés avant la période des questions, hier?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le premier . . . le chef de l'opposition . . . Excusez-moi, je ne devrais pas anticiper.

Le chef du Nouveau parti démocratique sait qu'il y a une pratique établie de longue date en ce qui a trait au caractère confidentiel des affaires . . .